

Comité de Vaucluse

Rassemblement contre la guerre et l'exploitation, Avignon, samedi 15 mars, 10 h 30, angle de la rue des marchands et de la place de l'horloge.

Discours.

A toutes les travailleuses, à tous les travailleurs, aux jeunes, aux retraités, les militants du Parti des travailleurs s'adressent à vous, pour vous dire : contre la guerre, contre l'exploitation, contre la guerre généralisée que préparent les gouvernements aux services des capitalistes, rassemblons-nous, organisons-nous, en France et à l'échelle internationale !

Le Parti des travailleurs est à l'initiative du meeting internationaliste, contre la guerre et l'exploitation, qui aura lieu vendredi prochain 21 mars, à Paris, parallèlement à une conférence internationale contre la guerre impérialiste globale, conférence rassemblant des militants de 47 pays. Nous invitons à participer au meeting tous les travailleurs et jeunes : vous pouvez y participer, avec notre délégation du Vaucluse, et vous pouvez aider à son financement. Le samedi 29 mars au matin, nous ferons une réunion publique sur Avignon, pour échanger sur le meeting et la conférence internationale. Il s'agit de construire la force politique dont les travailleurs et les jeunes ont besoin pour empêcher la barbarie capitaliste de nous entraîner dans la guerre et d'encore aggraver l'exploitation.

Pour le parti des travailleurs, combattre pour la paix, c'est combattre pour en finir avec le capitalisme, pour que les travailleurs, l'immense majorité de l'humanité, puissent prendre leur avenir en main, pour bâtir le socialisme.

Comme disait Jean Jaurès, « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage ! ».

En portant Trump au pouvoir, l'impérialisme américain a choisi d'opter pour une politique économique et militaire encore plus agressive, contre les pays et les peuples du monde entier, afin de conquérir les marchés. Et qu'importe si les pays sont des alliés, anciens alliés ou pas ! Les travailleurs américains, appauvris par leurs patrons, vivent de moins en moins bien, consomment moins, le marché se rétrécit, et les capitalistes cherchent encore à tirer du profit, aux États-Unis, et en-dehors de leurs frontières. La concurrence entre capitalistes amène à un trumpisme fascisant : avec des mots d'ordre comme « America first », c'est la guerre commerciale, et la guerre sur le terrain militaire.

Les États-Unis se sont préparés, avec un budget annuel de plus de 1000 milliards de dollars pour les armées, soit environ 40 % des dépenses militaires dans le monde, à eux tout seuls. Ce que cherche l'impérialisme américain représenté par Trump, c'est écraser ses concurrents et s'attaquer au marché que la Chine a su développer. Pour les capitalistes, il est insupportable que la Chine, où 80 % de l'économie est encore tenue par l'État, gagne des marchés à l'échelle internationale, et ils veulent s'emparer du marché chinois encore trop protégé à leurs yeux.

Dans ce contexte, depuis quelques semaines, Macron et son gouvernement, et d'autres valets du capital, ne cessent de faire des déclarations alarmistes.

Le 2 mars, à l'occasion du sommet européen sur l'Ukraine qui s'est tenu à Londres, Macron déclare : « *Depuis trois ans, les Russes dépensent 10 % de leur PIB dans la défense, on doit donc préparer la suite.* ». La suite c'est, selon Macron, passer de 2 à 3 ou 3,5 % du PIB, soit d'un budget militaire annuel de 50 milliards d'euros à plus de 100 milliards d'euros ! Rappelons que depuis l'arrivée de Macron au pouvoir, le budget militaire ne cesse d'augmenter, comme les profits des capitalistes, des grandes fortunes. En 2024, Macron a trouvé une majorité de parlementaires pour voter un plan pluriannuel, en 6 ans, de 413 milliards de dépenses militaires !

Le 3 mars, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, alerte : « *Jamais le risque d'une guerre sur le continent européen n'a été aussi élevé. Depuis quinze ans, la menace ne cesse de se rapprocher de nous, la ligne de front ne cesse de se rapprocher de nous* ». C'est pourquoi il faut d'après lui « *relever notre défense pour dissuader la menace* ».

Réunis en Conseil européen extraordinaire le 6 mars à Bruxelles, les 27 chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne ont approuvé le plan « Réarmer l'Europe » d'un montant de 800 milliards d'euros. Ces 800 milliards s'ajoutent aux augmentations faramineuses des budgets militaires dans chacun des 27 États.

En France, le 5 mars, lors de son allocution télévisée, Macron a prévenu : « *Face à ce monde de dangers [...], il nous faut nous équiper davantage* » et « *faire de nouveaux choix budgétaires* ».

Le 9 mars, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a indiqué qu'un montant de 100 milliards d'euros par an de dépenses militaires constituerait « *le poids de forme idéal pour les armées françaises.* »

A écouter le gouvernement, si la guerre continue en Ukraine il faudrait augmenter les dépenses militaires, et si elle s'arrête aussi ! Si les États-Unis financent la guerre en Ukraine, l'Europe et donc la France doit la financer aussi, et si les États-Unis se retirent de la prétendue aide à l'Ukraine, il faudrait aussi continuer à fournir des armements voire des hommes !

Soyons clairs camarades : passer de 50 à 100 milliards signifierait couper à la hache dans les autres dépenses de l'État.

Et pour augmenter « l'effort » de guerre, il faut à tout prix faire croire que le système de retraite est déficitaire. Travailleurs, jeunes, retraités, ne nous laissons pas abuser ! Ce que cherchent les capitalistes et les gouvernements à leurs services, c'est ouvrir la voie à la capitalisation et ainsi livrer les centaines de milliards de salaire différé (cotisations salariales et patronales) aux fonds de pension. La destruction des retraites, au nom de l'armement ou pas d'ailleurs, c'est le pillage des cotisations issues de notre travail ! La capitalisation c'est mettre nos retraites en jeu dans le casino capitaliste, c'est la disparition de nos retraites à la moindre et inéluctable crise boursière !

La perspective est ainsi de faire du budget militaire la plus importante dépense de l'État.

On nous parle de 2 ou 3, 3,5 %, peut-être bientôt 5 % du PIB pour les armées. Mais le PIB, le Produit Intérieur Brut, c'est la totalité des richesses produites dans le pays en une année. Mais, puisque c'est l'État qui fait les dépenses militaires, regardons le budget de l'État : pour 2025, il est de 308 milliards de recettes et de presque 445 milliards de dépenses. Donc 50 milliards c'est déjà 1/6e des recettes de l'État qui partent pour l'armée et la préparation de la guerre, pour enrichir les fabricants d'armes ! 1/6e, soit plus de 16 %, pas 2 % ! Et 100 milliards, ce serait un tiers des recettes de l'État ! Et l'on nous dit depuis des années qu'ils n'y a pas d'argent pour nos légitimes revendications !

Car pendant ce temps, nos hôpitaux sont asphyxiés : ils manquent de moyens, de personnels, de matériels. Et pendant ce temps nos écoles, collèges et lycées publics manquent d'enseignants et voient des classes surchargées, dans le Vaucluse comme dans tout le pays. Et pendant ce temps, tous nos services publics sont abîmés, menacés ...

Aux États-Unis, malgré la politique de Trump, les grèves se multiplient et la syndicalisation progresse. Dans le monde entier les peuples ne se laissent pas faire. Qui aurait pu prédire que 500 000 Palestiniens retournent dans la bande de Gaza avec les destructions massives faites par l'armée de l'État d'Israël ? En Grèce, les manifestations se multiplient depuis deux semaines, contre la destruction des services publics, contre la politique d'austérité. Les exemples de la résistance de la classe ouvrière et de la jeunesse dans le monde sont nombreux, certes peu à la télévision, mais dans la réalité.

En France, les mobilisations se multiplient comme chez les enseignants, par exemple à Paris où un rassemblement de 1500 enseignants devant le Rectorat, le 11 février, réclament la restitution des 110 postes supprimés. Puis il y a eu à nouveau 1500 manifestants le 11 mars devant le ministère de l'Éducation nationale, enseignants et parents, avec tous les syndicats unis pour le maintien de 189 classes menacées de fermeture et pour le maintien de la décharge des directeurs. Des Assemblées générales et des grèves apparaissent dans les universités, de Lille à

Avignon. Dans les collèges et les lycées, à Avignon, dans le Vaucluse, dans l'ensemble du pays, les enseignants sont en train de s'organiser, de chercher la voie de la mobilisation, pour lutter contre les suppressions d'heures d'enseignement prévues pour la rentrée prochaine. Dans le secteur privé aussi les grèves montrent la détermination des travailleurs, comme à Wattrelos dans le Nord, où une grève dure depuis le 6 février. Notre journal La Tribune des travailleurs relate chaque semaine ces mobilisations, cette lutte des classes, cette recherche d'une issue pour l'immense majorité de la population.

Il y a clairement la volonté des capitalistes de nous entraîner dans la barbarie, et au premier chef l'impérialisme américain, mais les peuples, les travailleurs, les jeunes ne se laissent pas faire, et ne se laisseront pas faire ! Organisons-nous pour prendre notre avenir en main !

En 2022, face à l'attaque de la Russie contre l'Ukraine et aux menaces de l'OTAN, nous déclarions Ni Poutine, ni Biden, ni Macron ! Nos camarades russes et ukrainiens combattent politiquement leurs gouvernements fauteurs de guerre. Notre journal, La Tribune des travailleurs, a rapporté des rassemblements contre la guerre, ou encore des désertions massives, montrant que le peuple ukrainien comme le peuple russe ne veulent pas mourir pour les oligarques, pour les maffieux au pouvoir.

Aujourd'hui, nous pouvons dire que les travailleurs de tous les pays ont comme seule issue pour arrêter la guerre et la barbarie, pour empêcher l'escalade militaire, de se dresser contre leur propre gouvernement.

C'est la perspective que propose le Parti de travailleurs avec le meeting internationaliste du 21 mars à Paris.

Pas un sou, pas une arme, pas un homme pour la guerre ! L'argent pour nos hôpitaux, nos écoles, nos universités, nos services publics, nos salaires, nos retraites, nos revendications !

Combattre contre la politique anti-ouvrière du gouvernement et combattre contre la guerre sont une seule et même cause : celle des travailleurs et de la jeunesse.

Plus que jamais les travailleurs sont légitimes à combattre dans l'unité, pour défendre leurs droits et leurs revendications !

A bas la guerre, à bas l'exploitation !